

La Réunion : un bus de prévention en santé sexuelle pour aller vers les communes isolées

Entretien avec Maryse Picard,

directrice de l'association reconnue d'intérêt général Asetis à la Réunion, responsable du projet bus Prévention.

La Santé en action : Pourquoi avoir mis en place un bus Prévention dans le sud de la Réunion ?

Maryse Picard : En 2017, nous avons répondu à un appel à projet de l'agence régionale de santé (ARS) sur des innovations et des expérimentations concernant la prévention en santé sexuelle et affective. Nous disposons d'une maison de vie située à Saint-Pierre au sud de la Réunion, dans laquelle nous accueillons des personnes atteintes du Sida. Depuis 2013, nous réalisons, lors de manifestations extérieures sur un stand et au sein de l'association, des tests de dépistage

rapide du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), que nous avons étendus à l'hépatite C à partir de 2016. Or nous nous sommes rendu compte que nous ne parvenions pas à atteindre l'ensemble du public potentiellement concerné, notamment celui habitant des villes excentrées ou isolées : celui-ci ne vient pas jusqu'à nous, parce que les routes sont difficiles et qu'il n'y

a pas de transports en commun réguliers. Ne se déplacent pas non plus les personnes en grande précarité sociale, qui ne disposent pas de véhicule. Nous avons aussi observé qu'une partie de la population était gênée de venir sur un stand identifié par une pancarte « Tests rapides », lesquels étaient réalisés à l'époque sous l'ancien nom de l'association Sid'Aventure. Les gens – pas tellement les jeunes, mais les personnes de 40 à 50 ans – craignaient qu'on les voie faire cette démarche. Ils s'inventaient des prétextes, comme se renseigner pour leurs enfants ou pour leurs petits-enfants, pour expliquer leur présence. D'autre part, les données épidémiologiques montraient que le nombre de personnes infectées par le VIH stagnait, voire augmentait légèrement. De même, le nombre de grossesses non désirées demeure toujours plus élevé qu'en métropole. C'est pour répondre à ces besoins et à ces problématiques que le bus Prévention santé a été mis en place début 2019 dans le sud de l'île. Il complète ainsi l'autre véhicule qui est déjà opérationnel dans le nord du territoire. Ce dernier intervient également sur la thématique de la santé sexuelle. Sur la carrosserie du véhicule, l'accent est mis sur la santé globale, avec ces trois mots : « Prévention », « Accompagnement » et « Éducation thérapeutique ».

S. A. : **Comment ce bus Prévention santé s'inscrit-il dans une démarche d'« aller-vers » ?**

M. P. : Deux fois par semaine, le bus se déplace dans l'une des municipalités partenaires (Cilaos, Saint-Philippe, Tampon, Saint-Joseph, etc.) pour aller

à la rencontre des personnes isolées géographiquement et de celles des quartiers prioritaires. Nous décidons avec ces villes d'un planning d'intervention en fonction de leurs besoins. On peut par exemple, pour optimiser les rencontres, faire coïncider la présence du bus Prévention santé et celle du Mobicaf, le dispositif mobile de la caisse d'allocations familiales (CAF). La date du prochain passage du bus est communiquée sur les réseaux sociaux et par affichage ; le centre communal d'action sociale (CCAS) et les éducateurs de rue de la ville sont alertés afin qu'ils relaient le message, en précisant bien que c'est sans rendez-vous, gratuit et anonyme. Une fois le bus installé, les deux animateurs de prévention accueillent les personnes, sont à leur disposition et répondent à leurs questions. L'échange s'amorce sur la santé de façon générale, avant d'entrer dans le vif du sujet : la santé sexuelle. Ils distribuent de la documentation pédagogique, des préservatifs (masculins et féminins) et proposent des tests de dépistage rapide. Le minibus permet à un animateur de recevoir du public à l'extérieur sous un store, avec une table sur laquelle est disposé le matériel d'information et de prévention, tandis que son collègue procède aux tests de dépistage à l'intérieur, auprès des personnes qui en font la demande, en toute confidentialité.

S. A. : **Qui sont les professionnels de cette équipe mobile ?**

M. P. : Quatre animateurs de prévention se relaient pour les interventions avec le bus, supervisés par

L'ESSENTIEL

► À la Réunion, un bus Prévention en santé sexuelle sillonne le sud de l'île pour aller vers les communes excentrées. Quatre animateurs formés à la bienveillance délivrent une information adaptée, fournissent des kits de prévention aux personnes qui peuvent aussi bénéficier de tests rapides du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) Sida et de l'hépatite C. Ce projet est complémentaire des actions du bus Santé du centre hospitalier universitaire (CHU) Nord.

une responsable. Ces professionnels de l'accompagnement et de l'animation sociale ont été spécifiquement formés à cet « aller-vers », notamment sur le concept de bienveillance. Ils suivent des formations trois fois par an, sur différents thèmes : les compétences psychosociales (comment travailler avec le public sur l'estime de soi, l'acceptation de son corps, etc.), mais aussi les violences intra-familiales par exemple. Ils assistent à des colloques sur les avancées thérapeutiques du VIH ou sur la situation des maladies sexuellement transmissibles (MST) dans les départements d'outre-mer. La coordination régionale du VIH (Corevih) – à laquelle nous participons – apporte son expertise pour former les animateurs et améliorer leurs pratiques.

S. A. : *Qu'apporte concrètement ce dispositif aux populations ?*

M. P. : Notre objectif, c'est de développer l'éducation à la sexualité et d'améliorer l'accès au dépistage et à la contraception, notamment pour les très jeunes femmes afin qu'elles ne soient pas confrontées à une grossesse non désirée. Trois sujets reviennent fréquemment : la contraception, la place du consentement dans la relation et les violences intra-familiales. Les personnes jugent les interventions pertinentes, déclarent apprendre de nombreuses choses, comme l'existence d'un préservatif féminin. Elles aimeraient que le bus passe plus souvent ! La possibilité de parler de sexualité ouvertement, sans préjugés, constitue à leurs yeux un apport indéniable : pour les jeunes, réticents à en parler avec leurs parents ; pour les plus âgés, qui n'ont pas bénéficié de séances d'éducation sexuelle en milieu scolaire et pour qui le sexe est encore une question taboue.

S. A. : *Quel bilan dressez-vous de l'activité du bus Prévention et de son impact ?*

M. P. : Il faut être prudent, car nous ne disposons que d'éléments parcellaires. Un des résultats très encourageants est que le nombre de dépistages du VIH et de l'hépatite C a été multiplié par deux, passant d'environ 500 par an à 1 200. Nous



© Association ASETIS

manquons de recul concernant le nombre de grossesses non désirées. Toutefois, nous avons des retours favorables du CHU de la ville de Saint-Pierre (dans le sud de l'île, NDLR), dans lequel Asetis assure une permanence deux matinées par semaine. Des personnes y sont envoyées par les animateurs de prévention du bus, soit pour procéder à un dépistage plus complet, parce qu'elles ont eu des comportements à risque précédemment, soit dans le but d'obtenir une prescription médicale pour une pilule contraceptive. Les professionnels du CHU nous font remonter une prise de conscience des personnes sur le dépistage, après avoir été sensibilisées par nos animateurs. Nombre de ces personnes peuvent ainsi bénéficier d'un dépistage de l'ensemble des infections sexuellement transmissibles – IST. C'est un des points forts du dispositif que de parvenir à atteindre un nouveau public dans les « écarts » – c'est-à-dire les municipalités excentrées – et dans les quartiers prioritaires des villes. Le bus Prévention santé permet aussi d'élargir la cible, en recevant des gens un peu plus âgés. L'épidémie de Covid-19 a eu un fort impact sur l'activité du bus en 2020, puisqu'il n'est pas sorti pendant quatre mois. Il a fallu revoir le fonctionnement, en particulier pour s'adapter aux règles en vigueur, interdisant les rassemblements de plus de six personnes sur la voie publique. Nous nous sommes par exemple associés à la Croix-Rouge qui organisait une distribution de colis alimentaires par tranches horaires afin de limiter l'affluence du public.

S. A. : *Quelles sont les améliorations à apporter à ce dispositif ?*

M. P. : La contractualisation avec les villes a été plus longue que prévu. Cependant, aujourd'hui, huit conventions sont signées, couvrant un territoire d'environ 350 000 habitants. Pour mieux assurer notre mission, nous avons adapté les lieux de stationnement du bus, les jours d'intervention et les horaires. Positionner le véhicule près d'un petit supermarché paraissait une bonne idée pour profiter du passage, mais cela ne garantissait pas assez de confidentialité. De même, la pause de midi draine davantage de public : les interventions en matinée ont donc été allongées et se terminent autour de 13 h 30-14 heures. Parmi les améliorations futures, nous aimerions étoffer l'équipe afin de pouvoir multiplier nos déplacements sur le terrain et répondre ainsi à la demande des gens de nous voir plus souvent. Le bus sort deux fois par semaine ; toutefois, selon le lieu, il ne fait qu'un passage par trimestre, ce qui est peu. Un passage par mois serait bien. Instaurer un rendez-vous fixe hebdomadaire serait encore mieux en termes d'efficacité. Nous souhaitons également nous appuyer davantage sur les radios locales pour communiquer sur la venue du bus Prévention. Ce sont les usagers qui nous ont donné cette idée. Certains d'entre eux, après leur visite, ont spontanément appelé Radio Freedom pour témoigner auprès des auditeurs et les encourager à faire de même. ■

Propos recueillis par Nathalie Quéruel, journaliste.